



## BRÈVES ÉCONOMIQUES

### DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 64 – 26 mai 2022

#### Faits saillants

- Lancement d'une procédure de confiscation de 100 M CHF d'avoirs d'un proche de V. Yanukovych bloqués depuis 2014
- Ouverture de négociations avec l'Allemagne en vue d'un accord de solidarité sur l'approvisionnement en gaz naturel

#### Guerre en Ukraine

**Aide internationale :** La Suisse et l'Ukraine ont confirmé la nouvelle orientation de la 5<sup>ème</sup> Conférence sur les réformes en Ukraine, qui se tiendra les 4 et 5 juillet prochains à Lugano, en la dédiant à la reconstruction du pays. Cette conférence doit permettre d'échanger sur la méthode et les objectifs du plan de reconstruction et de développement de l'Ukraine ainsi que sur les contributions des partenaires internationaux. Les chercheurs du Center for Economic and Policy Research (CEPR), un réseau européen d'économistes, évalue le coût total de la reconstruction entre 200 et 500 Mds EUR. Plus de 40 États et 18 organisations internationales y sont attendus.

**Sanctions :** Lors de sa séance du 25 mai 2022, le Conseil fédéral a annoncé lancer une procédure administrative de confiscation visant des avoirs russes bloqués en Suisse depuis 2014. Les avoirs visés, d'un montant de plus de 100 M CHF, appartiennent à Yuriy Ivanyushchenko et sa famille, un proche de l'ancien président Viktor Yanukovych destitué en février 2014 à la suite de la révolution ukrainienne. Le Tribunal administratif fédéral doit déterminer si les conditions en vue d'une confiscation sont remplies, auquel cas les avoirs, définitivement confisqués, seront restitués à l'Ukraine.

**Energie :** En amont du Forum économique mondial de Davos, les conseillers fédéraux S. Sommaruga et G. Parmelin ont discuté avec le ministre allemand de l'Économie et de la Protection du climat, R. Habeck, des modalités d'un accord bilatéral d'entraide visant à pallier les difficultés d'approvisionnements énergétiques dans l'hypothèse d'un embargo sur le gaz russe. L'objectif des négociations est de parvenir à un accord de solidarité sur le gaz via notamment la constitution de stocks, sur le modèle des accords de soutien mutuel que plusieurs pays de l'UE entendent conclure. L'association de l'industrie du gaz suisse a accueilli favorablement l'initiative, encourageant le Conseil fédéral à lancer des discussions similaires avec l'Italie et la France

#### Covid-19

**Situation sanitaire :** Du 16 au 23 mai, la moyenne des contaminations sur 7 jours a diminué de 26 % par rapport à la semaine passée et le nombre de nouvelles hospitalisations sur 7 jours dues au Covid-19 a baissé d'un tiers.

#### LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 25/05	Var. vs 20/05
EUR/CHF	1,0275	-1,29 %
USD/CHF	0,9628	-3,75 %
SMI	11 492.71	-0,94 %
Taux 10a	0,679	-2 pb

**Vaccins** : Le 24 mai, le Conseil fédéral a mis en consultation une modification de l'ordonnance sur les épidémies, visant à ne plus prendre en charge les frais liés aux demandes personnelles de doses de rappel supplémentaire relatives à des déplacements internationaux, en particulier de loisirs, hors indication médicale. Avec la perspective des vacances estivales et des exigences de vaccination variant selon les pays de destination, l'Office fédéral de la Santé publique prévoit entre 10 000 et 100 000 demandes de rappels hors indication médicale d'ici l'été. A ce jour, les autorités helvétiques ne recommandent la 4<sup>ème</sup> injection de vaccin que pour les personnes présentant une immunodéficience sévère. Dans ce cadre, un système d'auto-prise en charge des coûts serait introduit pour assurer la rétribution des vaccinations de rappel supplémentaires administrées sans indication médicale.

## Macroéconomie

**Marché du travail** : En dépit de la hausse du taux d'activité global et d'un faible taux de chômage, trois entreprises sur quatre feraient face actuellement à des difficultés de recrutement en Suisse selon une étude de l'agence de placement *Manpower*. La pénurie de main d'œuvre (en particulier qualifiée) - menaçant à moyen terme d'obérer la croissance potentielle helvétique - se monterait à ce jour à plus de 50 000 postes, concentrés en majorité dans les secteurs de l'informatique, de la santé, du photovoltaïque et de l'hôtellerie-restauration.

**Politique monétaire** : Après avoir enregistré une perte de 33 Mds CHF au T1 2022, la Banque nationale suisse (BNS) pourrait subir des pertes de 100 à 200 Mds CHF d'ici la fin de l'année en cas d'absence d'amélioration de la conjoncture, conséquence de sa forte exposition aux marchés internationaux. Utilisés pour limiter le rythme d'appréciation du franc et protéger les secteurs d'exportations (horlogerie, machines, chimie..), les placements en devises ont fortement crû sur la dernière décennie, passant de 50 Mds CHF en 2009 à plus de 950 Mds CHF aujourd'hui. La BNS dispose toutefois d'importantes réserves monétaires accumulées (+100 Mds CHF), auxquelles s'ajoutent 102 Mds CHF de réserves destinées à être redistribuées à l'avenir aux cantons et à la Confédération.

**Politique commerciale** : Dans sa stratégie révisée de la politique économique extérieure, le Conseil fédéral prévoit de procéder à des évaluations scientifiques ciblées avant la conclusion d'accords de libre-échange pour évaluer au préalable leurs effets potentiels sur le développement durable.

## Secteur financier

**Coopération bilatérale** : Le 24 mai 2022, la Suisse et Singapour ont conclu, dans le cadre de leur dialogue financier périodique, une déclaration commune d'intention visant à lever les obstacles à l'échange transfrontalier de données sur les services financiers.

## Secteurs non financiers

**Cybersécurité** : Le rapport d'évaluation de l'efficacité de la stratégie nationale de protection contre les cyberrisques (2018-2022) dresse un bilan globalement positif de cette politique, malgré (i) un impact direct trop faible sur les PME, les communes et la population et (ii) une gouvernance insuffisamment flexible. Dans le sillage de cette évaluation, le Conseil fédéral a décidé d'accroître les effectifs du Centre national pour la cybersécurité (NCSC) et de le transformer à moyen terme en Office fédéral à part entière.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Gilles BORDES  
Rédacteurs : Mathilde HEITZ, Pierre-Antoine CADORET, Meriam JAWAD  
Pour s'abonner : [berne@dgtresor.gouv.fr](mailto:berne@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuel : Pixabay